



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique économique

Question au Gouvernement n° 3747

Texte de la question

PROPOSITIONS DU PARTI SOCIALISTE

Mme la présidente. La parole est à Mme Élisabeth Guigou, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Élisabeth Guigou. Monsieur le Premier ministre, vous voulez faire croire que, pour sortir de la crise, il n'y aurait qu'un seul chemin, le vôtre, qu'une seule politique en France, la vôtre. Mais votre politique est un désastre pour le pays et pour nos concitoyens. (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC.*) Elle affiche de tristes records sur le chômage, sur les inégalités fiscales, sur les déficits et la dette.

Acculé à votre désastreux bilan, vous prétendez aussi qu'en Europe, il n'y aurait qu'une solution à la crise gravissime de la zone euro : la vôtre. Eh bien non !

M. Lucien Degauchy. Bla bla bla !

Mme Élisabeth Guigou. Il y a pour la France une autre politique, il y a pour l'Europe un autre chemin que la course à l'austérité.

Être sérieux, monsieur le Premier ministre, ce n'est pas attendre un nouveau traité, en mars ou à l'automne ; ce serait prendre tout de suite des mesures urgentes. Être responsable et crédible, ce serait soutenir la croissance en Europe. Ce serait être solidaire avec les États qui sont attaqués par la spéculation, ce qui pourrait hélas nous arriver demain.

M. Bernard Deflesselles. Baratin !

Mme Élisabeth Guigou. Ce seraient des interventions de la Banque centrale européenne, des euro-obligations, un fonds de secours européen suffisant, et ce sans attendre, monsieur le ministre des affaires étrangères, l'été prochain. Être responsable, ce serait ensuite, s'il doit y avoir un nouveau traité, que celui-ci apporte plus de démocratie.

Il n'y a rien de tout cela dans votre accord, ni soutien de la croissance, ni solidarité, ni légitimité démocratique.

C'est pourquoi François Hollande, lorsqu'il sera élu Président de la République (*Rires et exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC. - Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC*), demandera à nos partenaires de combler ces manques gravissimes, et il respectera son engagement de faire passer le déficit sous la barre des 3 % et de rétablir l'équilibre en 2017 par une loi de programmation pluriannuelle, déjà prévue par la Constitution.

Nous ne laisserons pas insulter notre candidat ni dévoyer le débat public, ni ne vous laisserons vous servir de l'Europe pour masquer vos échecs. Les Français seront juges. Ils décideront, lors de l'élection présidentielle de 2012, quel chemin ils veulent pour la France et l'Europe. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

M. Xavier Bertrand, *ministre du travail, de l'emploi et de la santé*. Madame la députée, vous avez parlé d'emploi et de croissance. La solution, pour notre pays, n'est certainement pas le socialisme.

Vous avez évoqué les solutions que vous proposez : allez jusqu'au bout ! Je sais que le temps est toujours compté lors des questions au Gouvernement, mais pourquoi n'avez-vous pas expliqué que, dans toutes les régions où vous êtes aux responsabilités, vos politiques ont conduit à une explosion sans pareille de la fiscalité locale ? (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC. - Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Vous avez diminué le pouvoir d'achat des Français. Par ailleurs, vous avez massivement augmenté les emplois

publics, au moment même où nous faisons des efforts. Pourquoi ne l'avez-vous pas dit ? La solution est-elle de suivre l'exemple des régions que vous gérez ? Certainement pas !

Comment pouvez-vous avoir la crédibilité nécessaire, quand M. Hollande, que vous avez cité, se rend devant le congrès du SPD allemand, un parti qui, lui, a voté la règle d'or, tout en se préparant à faire le contraire en France, et, de retour dans notre pays, dit qu'il recrutera 60 000 emplois supplémentaires et essaiera de revenir à la retraite à soixante ans ou bien créera un dispositif qui coûtera 20 milliards d'euros de plus d'ici à 2018 ? Où est la crédibilité ?

Où est le devoir de vérité ? Nous sommes à un moment où les Français ont besoin de savoir si ceux qui se présentent à leurs suffrages savent faire preuve de vérité et de courage. Sur tous ces sujets, vous n'avez jamais fait preuve ni du devoir de vérité ni de courage. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Au cœur de la crise, en 2008, pourquoi n'avez-vous pas eu le courage de laisser derrière vous les positions politiciennes pour protéger les Français avec nous ? Quand nous avons supprimé le deuxième et le troisième tiers, quand nous avons aidé les bénéficiaires du RSA à faire face, vous avez toujours été aux abonnés absents !

Enfin, madame Guigou, vous avez parlé d'Europe. Regardez bien la carte politique de l'Europe aujourd'hui : où sont les gouvernements socialistes ? Il n'y en a même plus la moitié. Cela montre que le socialisme n'est certainement pas l'avenir de l'Europe et certainement pas l'avenir de la France ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Données clés

Auteur : [Mme Élisabeth Guigou](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (9^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3747

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Travail, emploi et santé

Ministère attributaire : Travail, emploi et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 décembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 14 décembre 2011